

Questions orales

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, il est certain que nous examinons toutes les possibilités d'intervention. Nous étudions des moyens de faire connaître notre position de même que la possibilité d'entreprendre une action concertée, avec d'autres pays, dans le but de mettre fin à l'apartheid.

Il se peut que nous soyons obligés de prendre les mesures mentionnées par le député. Je l'ai déjà dit à plusieurs reprises, mais le député conviendra que tous ceux qui s'opposent à ce régime absolument odieux, et qui sont révoltés par les attaques autorisées par le gouvernement d'Afrique du Sud, verront l'intérêt d'unir nos forces avec l'Inde, l'Australie et les autres pays amis du Commonwealth et d'ailleurs, car ensemble nous pourrions réaliser beaucoup plus qu'un seul pays ne pourrait la faire à lui seul.

[Français]

L'ABOLITION DES IMPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES DE L'AFRIQUE DU SUD—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Je désire poser une question supplémentaire, monsieur le Président. Plus précisément, le ministre est-il d'accord pour abolir les importations au Canada des produits agricoles de l'Afrique du Sud?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, comme je viens de le dire, nous sommes enclins à considérer toutes les options disponibles. Nous pensons, pour le moment du moins, qu'il serait mieux pour nous d'agir de concert avec nos amis du Commonwealth. A notre avis, il est probable qu'une action commune par le Commonwealth et les autres pays peut avoir un plus grand effet qu'une action par un gouvernement seul, mais nous sommes disposés à considérer toutes les options disponibles au Canada.

[Traduction]

ON DEMANDE QUE LE COMMONWEALTH INTERVIENNE

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, je suis d'accord avec le secrétaire d'État. Une action concertée de la part du Commonwealth serait la meilleure voie à suivre. Je suis convaincu que le Canada devrait prendre l'initiative de cette action. D'après ce que le ministre a déjà déclaré, je crois qu'il serait d'accord. Dans ces circonstances, le ministre pourrait-il faire deux propositions bien précises à nos amis du Commonwealth?

• (1425)

Premièrement, nous devrions tous nous entendre pour interdire l'importation de produits agricoles en provenance d'Afrique du Sud. Deuxièmement, nous devrions tous nous mettre d'accord pour interdire au secteur privé de faire d'autres investissements en Afrique du Sud. Il s'agit là de deux propositions concrètes que le Commonwealth pourrait mettre en oeuvre pour ramener ce gouvernement à la raison.

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, sous la direction du premier ministre, à Nassau, le gouvernement canadien a su convaincre le Commonwealth d'entreprendre une action concertée en formant le groupe de médiation. Il est certain que nous continuerons à chercher d'autres moyens d'intervention auquel le Commonwealth pourra se rallier.

Cet après-midi, je dois rencontrer les hauts commissaires des pays du Commonwealth représentés dans le Groupe de personnalités éminentes. L'honorable Roy McMurtry, notre haut commissaire à Londres, participera, demain, à la réunion du comité permanent du Commonwealth sur l'Afrique du Sud. L'archevêque Ted Scott, qui nous représente au sein du groupe de médiation, sera au Canada jeudi et vendredi. J'espère qu'il pourra rencontrer le député et le chef de l'opposition ou leurs représentants lorsqu'il viendra me voir pour me faire part des opinions du groupe de médiation. Nous avons l'intention de continuer à faire tout en notre pouvoir. Le Canada compte bien continuer à jouer un rôle de chef de file.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES EXPORTATIONS DE BOIS D'OEUVRE À DESTINATION DES ÉTATS-UNIS—LA MENACE D'IMPOSITION D'UN DROIT COMPENSATEUR

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre du Commerce extérieur. En réponse à une question du très honorable chef de l'opposition, il a déclaré que les négociations globales permettraient de régler les différends relatifs au bois d'oeuvre. Pourrait-il nous confirmer que lui-même ou Simon Reisman a demandé au gouvernement américain et à ses représentants un moratoire sur l'application de tout droit compensateur tant que les négociations relatives à ces questions seraient en cours, et que les Américains ont rejeté cette requête?

L'hon. James Kelleher (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, je n'ai jamais demandé au gouvernement américain d'accepter un moratoire sur l'application de droits compensateurs. Le député doit comprendre que toute démarche en ce sens de notre part entraînerait une démarche semblable de la part des Américains. Je lui signale, par exemple, qu'à l'heure actuelle, nos producteurs de maïs demandent l'imposition des droits compensateurs sur le maïs américain entrant au Canada. Je sais que le député ne veut certes pas que nous privions nos citoyens de la protection que leur offrent nos lois. Cet accord tend à prévenir ce genre de situation à l'avenir. C'est pourquoi je crois, en toute déférence, que le parti libéral devrait souscrire à cette initiative.

M. Axworthy: Nous posons des questions au sujet des droits de 300,000 travailleurs du secteur canadien du bois d'oeuvre que le gouvernement ne parvient pas à bien protéger.